

Délibération n° 2010-09-URB-11

Approbation de la 2ème modification du PLU du Grand Toulouse, commune de Quint Fonsegrives

L'an deux mille dix le trente septembre à quinze heures trente, sous la Présidence de M Pierre COHEN Président, le Conseil de Communauté s'est réuni à Toulouse – Salons Marengo.

Participants

Afférents au Conseil :	97
Présents :	71
Procurations :	19
Date de convocation :	24 septembre 2010

Présents

Aucamville	M. Guy MONTAGNER
Aussonne	Mme Lysiane MAUREL
Balma	M. Alain FILLOLA M. Stéphane COPPEY Mme Thérèse PICHON
Beauzelle	M. Claude BENOIT
Blagnac	M. Bernard KELLER M. Christian BERGON M. Joseph CARLES Mme Monique COMBES
Brax	M. Jean-Pierre VERGÉ
Colomiers	M. Bernard SICARD Mme Corine BARRERE M. Louis GERMAIN M. Ahmed-Medhy IMELHAINE M. Guy LAURENT
Cornebarrieu	M. Gilles de FALETANS
Cugnaux	M. Philippe GUERIN M. Guy THIBAUT
Gagnac-sur-Garonne	M. Michel SIMON
Launaguet	Mme Arlette SYLVESTRE M. Henri MILHEAU
Pibrac	M. Robert BON M. David SAINT-MELLION
Pin-Balma	M. Jacques DIFFIS
Saint-Alban	M. Raymond-Roger STRAMARE M. Alain SUSIGAN
Saint-Orens	M. Christian SEMPÉ M. Claude MÉRONO
Toulouse	M. Pierre COHEN Mme Malika ARADJ M. Roger ATSARIAS M. Daniel BENYAHIA M. François BRIANÇON M. Stéphane CARASSOU M. Joël CARREIRAS Mme Danielle CHARLES M. François CHOLLET

	M. Thierry COTELLE Mme Anne CRAYSSAC M. Romain CUJIVES Mme Danièle DAMIN Mme Vincentella DE COMARMOND Mme Marie DEQUE Mme Chantal DOUNOT-SOBRAQUES Mme Monique DURRIEU M. Jean-Michel FABRE M. Philippe GOIRAND Mme Maryse JARDIN-LADAM Mme Régine LANGE M. Henri MATEOS M. Antoine MAURICE Mme Saliha MIMAR M. Etienne MORIN Mme Dominique PY Mme Cécile RAMOS Mme Sonia RUIZ M. Jean-Christophe SELLIN Mme Claude TOUCHEFEU Mme Elisabeth TOUTUT Mme Zohra ZINA-RAGGOUA
Tournefeuille	M. Claude RAYNAL Mme Mireille ABBAL Mme Danielle BUYS M. Daniel FOURMY M. Jacques GUILBAULT
L'Union	M. Georges BEYNEY M. Henri LEVRAT M. Marc PÉRÉ
Villeneuve-Tolosane	M. Dominique COQUART M. Diego GIL

Délégués ayant donné pouvoir

	Pouvoir à	
Aucamville	M. Gérard ANDRE	M. Guy MONTAGNER
Colomiers	M. Henri MOLINA	M. Guy LAURENT
Fenouillet	Mme Claudie MARCOS	Mme Arlette SYLVESTRE
Fonbeauzard	M. Robert GRIMAUD	M. Raymond-Roger STRAMARE
Mondonville	M. Edmond DESCLAUX	M. Claude BENOIT
Quint-Fonsegrives	M. Bernard SOLERA	M. Georges BEYNEY
Seilh	M. Guy LOZANO	M. Bernard KELLER
Toulouse	M. Abdelkader ARIF Mme Elisabeth BELAUBRE Mme Michèle BLEUSE Mme Christine COURADE Mme Martine CROQUETTE M. Serge DIDIER M. Pierre LACAZE M. Jean-Luc LAGLEIZE Mme Erwane MONTHUBERT M. Jean-Luc MOUDENC M. Jean-Charles VALADIER Mme Gisèle VERNIOL	M. Pierre COHEN M. Antoine MAURICE Mme Danielle CHARLES M. Joël CARREIRAS Mme Monique DURRIEU Mme Chantal DOUNOT-SOBRAQUES M. Christian SEMPE Mme Malika ARADJ Mme Dominique PY M. François CHOLLET M. Philippe GOIRAND Mme Anne CRAYSSAC

Délégués excusés

Castelginest	M. Grégoire CARNEIRO Mme Béatrice URSULE
Cugnaux	M. Pierre GUERIN
Toulouse	M. René BOUSCATTEL M. Jean-Pierre HAVRIN M. Alexandre MARCIEL M. Bernard MARQUIE

Délibération n° 2010-09-URB-11

**Approbation de la 2ème modification du PLU du Grand Toulouse,
commune de Quint Fonsegrives**

Exposé

La procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme du Grand Toulouse, commune de Quint-Fonsegrives, a été lancée par arrêté du Président du Grand Toulouse en date du 26 avril 2010.

Cette procédure de modification porte sur la rectification de certaines dispositions réglementaires des zones 1AUa et 1AUb afin de valoriser et donner plus d'urbanité au secteur 1AU.

Dans le cadre de la consultation des organismes extérieurs, 6 avis ont été reçus :

- Tisséo, en date du 6 mai 2010,
- Le Conseil Régional, en date du 17 mai 2010,
- La Chambre d'Agriculture, en date du 25 mai 2010,
- La Chambre de Commerce et d'Industrie, en date du 27 mai 2010,
- Le Conseil Général en date du 28 mai 2010,
- Le SMEAT, en date du 9 juillet 2010.

Il a fait l'objet d'une enquête publique dirigée par Madame PAGES, commissaire enquêteur, du 1er juin 2010 au 1er juillet 2010 inclus.

Il ressort du bilan de l'enquête publique que neuf observations ont été consignées dans le registre d'enquête publique déposé à la mairie de Quint-Fonsegrives. Aucune remarque ne figure au registre déposé au Grand Toulouse.

Le bilan des avis et observations, autrement dit l'ensemble des remarques ou avis ainsi que les réponses du Grand Toulouse figurent dans le bilan joint en annexe de la présente délibération.

A l'issue de l'enquête publique, le Commissaire enquêteur, a émis un avis favorable.

Il est donc proposé d'approuver la modification du PLU du Grand Toulouse, commune de Quint-Fonsegrives tel qu'il a été soumis à enquête publique, et joint à la présente délibération.

Décision

Le Conseil de Communauté,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.123-1 et suivants, L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Schéma Directeur de l'Agglomération Toulousaine (SDAT) approuvé le 11 décembre 1998, et révisé partiellement le 18 décembre 2000,

Vu le Plan de déplacements Urbains (PDU) approuvé le 12 juin 2001,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) du Grand Toulouse, commune de Quint-Fonsegrives approuvé par délibération du 22 octobre 2007, modifié le 9 juillet 2009,

Vu l'arrêté du Président du Grand Toulouse en date du 26 avril 2010 prescrivant la mise en enquête publique du PLU du Grand Toulouse, commune de Quint-Fonsegrives,

Vu le rapport du commissaire enquêteur qui a émis un avis favorable,
Vu l'avis du Conseil Municipal de la commune de Quint-Fonsegrives en date du
Vu l'avis favorable de la Commission Urbanisme et Projets URBAINS du 6 septembre 2010,
Entendu l'exposé de Monsieur le Président, après en avoir délibéré,
Décide :

Article 1

D'approuver la 2ème modification du PLU du Grand Toulouse, commune de Quint-Fonsegrives, tel qu'il a été soumis à enquête publique, et joint à la présente délibération.

Article 2

De procéder, en application des articles R.123-24 et R.123-25 du Code de l'Urbanisme, à l'affichage de la présente délibération au siège du Grand Toulouse ainsi qu'à la mairie de Quint-Fonsegrives pendant une durée minimale d'un mois, affichage qui fera l'objet d'une mention dans un journal diffusé dans le Département.

Article 3

De tenir à la disposition du public la présente délibération, le dossier de PLU modifié ainsi que le rapport du commissaire enquêteur au siège du Grand Toulouse, ces documents étant également consultables à la mairie de Quint-Fonsegrives et à la Préfecture de la Haute-Garonne aux heures et jours habituels d'ouverture des bureaux.

Article 4

De préciser que la présente délibération et les dispositions résultant de la modification du PLU ne seront exécutoires qu'à compter de la transmission complète au représentant de l'Etat et l'accomplissement des formalités d'affichage et de publicité mentionnées ci-avant.

Article 5

D'autoriser Monsieur le Président du Grand Toulouse à signer tous les actes afférents.

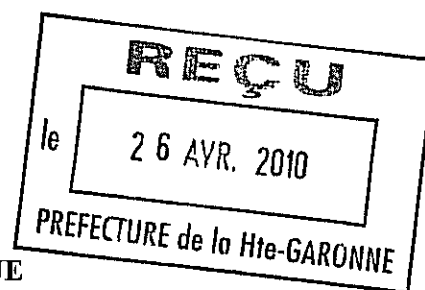
Résultat du vote :

- | | |
|--------------------------------|----|
| • Pour : | 90 |
| • Contre : | 0 |
| • Abstentions : | 0 |
| • Non participations au vote : | 0 |

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures,
Pour extrait conforme,
Le Président,

Pierre COHEN





ARRETE DE MISE A L'ENQUETE PUBLIQUE
2^{ème} modification du PLU du Grand Toulouse, commune de Quint-Fonsegrives

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND TOULOUSE,

- VU** le code de l'Urbanisme et notamment les articles L.123-10 et suivants, R.123-15 et suivants,
- VU** le code de l'Environnement, et notamment les articles L.123-1 à L.123-16 et R.123-1 à R.123-23,
- VU** la délibération du Conseil Municipal du 22 octobre 2007 approuvant la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Quint-Fonsegrives, modifié par délibération du Conseil de Communauté du 9 juillet 2009,
- VU** la décision du Président du Tribunal Administratif du 28 Janvier 2010 désignant Madame Noëlle PAGES en qualité de Commissaire Enquêteur chargé de conduire l'enquête publique du projet de 2^{ème} modification du PLU.
- VU** les objectifs et les pièces du dossier de projet de modification du PLU,

APRES avoir consulté Madame Noëlle PAGES, en qualité de commissaire enquêteur, afin de déterminer les dates de réception du public,

CONSIDERANT qu'il convient d'effectuer une modification du PLU pour rectifier certaines dispositions réglementaires des zones 1AUa et 1AUb afin de valoriser et donner plus d'urbanité au secteur 1AU.

ARRETE

ARTICLE 1

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme du Grand Toulouse, Commune de Quint-Fonsegrives pour une **durée de 31 jours consécutifs à compter du mercredi 01 juin 2010 jusqu'au jeudi 01 juillet 2010 inclus.**

ARTICLE 2

Afin de conduire l'enquête publique visée ci-dessus, le Président du Tribunal Administratif a désigné Madame Noëlle PAGES, directrice d'école à la retraite, en qualité de commissaire enquêteur.

ARTICLE 3

Le pièces du dossier relatif à la modification du Plan Local d'Urbanisme ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles coté et paraphé préalablement à l'ouverture de l'enquête par le Commissaire Enquêteur, seront déposés d'une part au siège du Grand Toulouse et d'autre part à la Mairie de Quint-Fonsegrives pendant toute la durée de l'enquête publique définie à l'article 1 comme suit, afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur le registre spécialement ouvert à cet effet :

- Mairie de Quint-Fonsegrives, Hôtel de Ville, Côtes de Fonsegrives, 31130 Quint-Fonsegrives, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14 h00 à 18h00, et le samedi de 9h00 à 12h00,
- Au siège du Grand Toulouse (métro Marengo), 6 rue René Leduc, BP 35821, 31505 Toulouse Cedex 5, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00. (Service des Assemblées Communautaires) ou sur rendez-vous au 05.81.91.72.18.

Les observations pourront également être adressées par écrit et pendant la même période au Commissaire Enquêteur, en spécifiant bien l'objet de l'enquête, à la Mairie de Quint-Fonsegrives.

Le public pourra obtenir des informations sur le projet de modification du PLU après des services du Grand Toulouse au 05.81.91.72.18 et des services de la commune de Quint-Fonsegrives au 05.61.24.04.98.

ARTICLE 4

Le commissaire enquêteur recevra le public à la Mairie de Quint-Fonsegrives, Hôtel de ville, Côtes de Fonsegrives, 31130, Quint-Fonsegrives aux jours et heures suivants :

- * **Vendredi 11 Juin 2010 de 14h00 à 17h00**
- * **Mercredi 23 Juin 2010 de 9h00 à 12h00**
- * **Jeudi 1 Juillet 2010 de 14h00 à 17h00**

ARTICLE 5

A l'expiration du délai d'enquête fixé à l'article 1, le registre déposé en Mairie sera clos et signé par le Maire de la Commune, celui déposé au Grand Toulouse, sera clos et signé par Le Président du Grand Toulouse qui les transmettra au Commissaire Enquêteur.

Le Commissaire Enquêteur transmettra les registres d'enquête, et son rapport assorti de ses conclusions motivées à Monsieur le Président du Grand Toulouse dans le délai maximum d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête.

Dès leur réception, Monsieur le Président du Grand Toulouse adresse une copie du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulouse, à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne et à Monsieur le Maire de Quint-Fonsegrives.

ARTICLE 6

A l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur au siège du Grand Toulouse et à la mairie de Quint-Fonsegrives.

ARTICLE 7

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié 15 jours au moins avant le début de celle-ci et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Ces avis seront affichés notamment au siège du Grand Toulouse et à la Mairie de Quint-Fonsegrives, 15 jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

Ces formalités de publicité seront justifiées par un certificat de Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Toulouse.

ARTICLE 8

Le Conseil de Communauté du Grand Toulouse approuvera, par délibération, la modification du PLU objet de la présente enquête.

ARTICLE 9

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

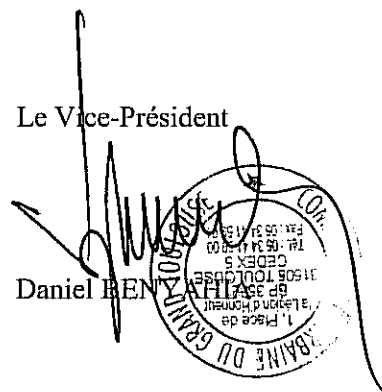
- Monsieur le Préfet,
- Monsieur le Maire de Quint-Fonsegrives.

Fait à Toulouse, le

26 AVR. 2010

Le Vice-Président

Daniel BENYAHIA



Le Président de la Communauté Urbaine du Grand Toulouse

Atteste exécutoire le présent acte

- Reçu à la Préfecture le : 26 avril 2010

- Publié par affichage :

- au siège de la Communauté Urbaine du Grand Toulouse, le :
- en mairie, le :

- Notifié dans la Presse :

Certifié exécutoire le :

CONVOCATIONS

CLINIQUE DE L'UNION

Société Anonyme
au capital de 3 686 446,08 euros
Siège social : Bd de Ratalens
31240 ST JEAN
320 153 398 RCS TOULOUSE

Les actionnaires de la société sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle pour le 22 JUIN 2010, à 20 heures, Bd de Ratalens 31240 ST JEAN à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport complémentaire au rapport de gestion établi par le Conseil d'Administration et Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008,
- Approbation définitive des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008 et affectation du résultat définitif de l'exercice,
- Rapport de gestion établi par le Conseil d'Administration sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009,
- Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice,
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009 et quitus aux administrateurs,
- Approbation des charges non déductibles,
- Affectation du résultat de l'exercice,
- Rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce et approbation desdites conventions,
- Agrément de nouveaux actionnaires,
- Non remplacement d'un administrateur démissionnaire,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

A défaut d'assister personnellement à l'assemblée, les actionnaires peuvent :

- soit remettre une procuration à votre conjoint ou à un autre actionnaire,
- soit adresser à la Société une procuration sans indication de mandataire,
- soit adresser à la Société un formulaire de vote par correspondance.

Les actionnaires auront le droit de participer à l'assemblée sur simple justification de leur identité, dès lors que leurs titres sont libérés des versements exigibles et inscrits sur un compte tenu par la Société au jour de l'assemblée.

Les actionnaires peuvent se procurer un document unique de vote par correspondance ou par procuration au siège social s'ils en font la demande par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et si cette demande parvient à la Société six jours au moins avant la date prévue de l'Assemblée Générale.

Les votes par correspondance ne seront pris en compte que pour les formulaires, complétés et signés, parvenus au siège social trois jours au moins avant la date de l'Assemblée Générale.

Les questions écrites posées le cas échéant par les actionnaires au Conseil d'Administration et auxquelles il sera répondu au cours de l'assemblée doivent être envoyées au siège social par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président du Conseil d'Administration au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale. Elles sont accompagnées d'une attestation d'inscription dans les comptes tenus par la Société.

Pour avis
Le Conseil d'Administration

**24 HEURES
SUR 24
VOS
ANNONCES
LEGALES
par fax :**

05 34 31 23 24

par internet :

legales@lopinion.com

LE MARQUISAT

Société Anonyme
au capital de 380 000 euros
Siège social : Boulevard de Ratalens
31240 ST JEAN
RCS TOULOUSE 396 720 286

Les actionnaires de la société sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle pour le 22 Juin 2010, à 21 heures, Boulevard de Ratalens 31240 ST JEAN à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport de gestion établi par le Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice,
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009 et quitus aux administrateurs,
- Approbation des charges non déductibles,
- Affectation du résultat de l'exercice,
- Constatation de la reconstitution des capitaux propres,
- Rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce et approbation desdites conventions,
- Renouvellement de mandats d'administrateurs,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

A défaut d'assister personnellement à l'assemblée, les actionnaires peuvent :

- soit remettre une procuration à votre conjoint ou à un autre actionnaire,
- soit adresser à la Société une procuration sans indication de mandataire,
- soit adresser à la Société un formulaire de vote par correspondance.

Les actionnaires auront le droit de participer à l'assemblée sur simple justification de leur identité, dès lors que leurs titres sont libérés des versements exigibles et inscrits sur un compte tenu par la Société au jour de l'assemblée.

Les actionnaires peuvent se procurer un document unique de vote par correspondance ou par procuration au siège social s'ils en font la demande par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et si cette demande parvient à la Société six jours au moins avant la date prévue de l'Assemblée Générale.

Les votes par correspondance ne seront pris en compte que pour les formulaires, complétés et signés, parvenus au siège social trois jours au moins avant la date de l'Assemblée Générale.

Les questions écrites posées le cas échéant par les actionnaires au Conseil d'Administration et auxquelles il sera répondu au cours de l'assemblée doivent être envoyées au siège social par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président du Conseil d'Administration au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale. Elles sont accompagnées d'une attestation d'inscription dans les comptes tenus par la Société.

Pour avis
Le Conseil d'Administration

DIVERS

CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Me Pierre TRÉMOULET, Notaire Associé de la SCP «Xavier POITEVIN, Pierre DORVAL, Pierre TRÉMOULET et Stéphanie CAUHAUPÉ», notaires à TOULOUSE, 78 Rte d'Espagne, le 15 janvier 2010, a été reçu le changement de régime matrimonial portant adoption de la communauté universelle par :

M. Jean-Claude Yves MILLARD, retraité, né à CHARENTON LE PONT (94220) le 02/10/1930 et Mme Annick Cécile SERRE, sans profession, son épouse, née à SAINT-MAURICE (94410) le 09/09/1932 demeurant à BALMA (31130), 16 Rue Saint Jean, mariés à la Mairie de LA ROCHELLE le 12/10/1957.

Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'Office Notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion
Le Notaire.



AVIS AU PUBLIC

COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND TOULOUSE

Enquête publique relative à la 2ème Modification du «Plan Local d'Urbanisme du Grand Toulouse, Commune de Quint-Fonsegrives»

Monsieur le Président du Grand Toulouse informe qu'une enquête publique relative au projet de deuxième Modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) du Grand Toulouse, commune de Quint-Fonsegrives, est ouverte du mercredi 01 Juin 2010 au jeudi 01 Juillet 2010 inclus.

Ce projet de modification porte sur le point suivant :

- Rectification de certaines dispositions réglementaires des zones 1AUa et 1Aub afin de valoriser et donner plus d'urbanité au secteur 1AU.

A cet effet, Madame PAGES, directrice d'école à la retraite, a été désignée par le Président du Tribunal Administratif comme Commissaire Enquêteur.

Le dossier de projet de modification du PLU ainsi qu'un registre d'enquête sont mis à disposition du public à la Mairie de Quint-Fonsegrives (Hôtel de Ville) et au siège du Grand Toulouse (6 rue René Leduc à Toulouse - métro Marengo).

Chacun peut en prendre connaissance et consigner ses observations sur le registre :

- A la Mairie de Quint-Fonsegrives : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 et le samedi de 9h00 à 12h00.

- Au siège du Grand Toulouse : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00 (Service des Assemblées Communautaires) ou sur rendez-vous au 05.81.91.72.18.

Madame le Commissaire Enquêteur recevra en Mairie de Quint-Fonsegrives :

- vendredi 11 Juin 2010, de 14h00 à 17h00,
- mercredi 23 juin 2010, de 9h00 à 12h00,
- jeudi 01 Juillet 2010, de 14h00 à 17h00.

Il est également possible d'adresser les observations par écrit à Madame le Commissaire Enquêteur

2ème Modification du PLU - Mairie de Quint-Fonsegrives - Hôtel de Ville - 31130 Quint-Fonsegrives

A l'expiration du délai d'enquête, le Commissaire Enquêteur disposera d'un délai d'un mois pour transmettre à Monsieur le Président du Grand Toulouse son rapport d'enquête et ses conclusions motivées.

Une copie du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur sera également transmise à Monsieur le Maire de Quint-Fonsegrives.

Ce rapport et ces conclusions seront tenus à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture au public au Grand Toulouse et à la mairie de Quint-Fonsegrives.

SA COLOMIERS HABITAT

AVIS D'ATTRIBUTION

Faisant suite à l'ouverture des plis de l'appel d'offres du jeudi 31 mars 2010 et à l'analyse des offres, concernant :

**Construction de 14 logements
Résidence "Les Taillades"**
à BRAX 31

Il a été décidé d'attribuer le marché au titulaire suivant :

Entreprise DV CONSTRUCTION
ETABLISSEMENT DE LA REOLE
MONGAUZY
CS 50069

33191 LA REOLE CEDEX
pour un montant de :

TOTAL MARCHE H.T. : 1 107 915.00 €

T.V.A. 19,6 % : 217 151.34 €

TOTAL MARCHE T.T.C. : 1 325 066.34 €



AVIS D'ATTRIBUTION

I. ACHETEUR PUBLIC

1/ Nom et adresse officiels de l'acheteur public

SEM de Colomiers - 1 place Alex RAYMOND - BP 80326 - 31773 COLOMIERS CEDEX

II. OBJET DU MARCHE

1/ Type de marché

1 Travaux

Si le marché relève des catégories de services visés à l'article 30 du CMP, acceptez-vous la publication du présent avis ?

0 Non 1 Oui

2/ Nomenclature communautaire pertinente (CPA/NACE/CPC)

3/ Description succincte du marché

2ème tranche de travaux de V.R.D. sur la ZAC du GARROUSSAL

III. PROCEDURE

1/ Type de procédure

Procédure adaptée

1.1/ Justification du recours à la procédure négociée

Sans objet

2/ Critère d'attribution

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères ci-dessous avec leur pondération :

- le coût des travaux : 60 %
- la note méthodologique : 40 %

IV. ATTRIBUTION DU MARCHE

1/ Attribution et valeur du marché

1.1/ Nom et adresse du fournisseur, de l'entrepreneur ou du prestataire de services auquel le marché a été attribué

LOT N°

Lot 1 - Terrassements généraux

TITULAIRE : RAZEL DUECLER

ZI En Jacca

12 chemin Garrabat

31771 COLOMIERS CEDEX

MONTANT EN € H.T. : 59 490,58

Nbre de plis reçus : 3

LOT N°

Lot 2 - Ouvrage hydraulique et canalisations EP

TITULAIRE : S.M.T.P.

14, chemin de Garrabat

31770 COLOMIERS

90 284,00

Nbre de plis reçus : 3 - 4

2/ Sous-traitance

Le marché est-il susceptible d'être sous-traité ? 1 Réponse inconnue

V. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

1/ S'agit-il d'un avis obligatoire ?

Non Oui

Dans l'affirmation, l'acheteur public autorise-t-il sa publication ? Non Oui

2/ Date d'attribution du marché : 31 mai 2010

3/ Nombre d'offres reçues : 6 plis

4/ Ce marché a-t-il fait l'objet d'un avis publié au JOCE ? Non

5/ Date d'envoi du présent avis : 31 mai 2010

CONVOCATION

NEWTECH INTERACTIVE

Société Anonyme
au capital de 10 057 731,75 euros
Siège Social :
3, Chemin du Pigeonnier de la Cèpière
31081 Toulouse
SIREN 392 834 172 R.C.S. Toulouse

AVIS DE CONVOCATION

MM. les actionnaires de la société NEWTECH INTERACTIVE SA sont convoqués en Assemblée générale ordinaire le 29 juin 2010 à 10 heures, au siège social, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour indiqué ci-après.

ORDRE DU JOUR RESOLUTIONS A CARACTERE ORDINAIRE

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration sur la situation et l'activité de la Société pendant l'exercice écoulé.
- Lecture du rapport du Conseil d'administration sur la gestion du Groupe,
- Lecture du rapport du Président du Conseil d'administration sur les conditions de préparations et d'organisation des travaux du conseil et des procédures de contrôle interne mises en place par la société, approbation de ce rapport.
- Lecture du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2009.
- Lecture du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés établis à la date du 31 décembre 2009.
- Lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de Commerce ; approbation de ces conventions.
- Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2009 et quitus aux administrateurs.
- Approbation des charges et dépenses non déductibles fiscalement.
- Approbation des comptes consolidés établis à la date du 31 décembre 2009.
- Affectation du résultat de l'exercice.
- Pouvoirs pour accomplissement des formalités
- Questions diverses.

Il est rappelé que conformément aux dispositions légales et statutaires, tout actionnaire peut participer aux assemblées, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre des actions qu'il possède, sur justification de son identité et de la propriété de ses actions, sous la forme soit d'une inscription nominative à son nom, soit d'un certificat de l'intermédiaire financier habilité teneur de compte, constatant l'indisponibilité des actions inscrites en compte jusqu'à la date de l'assemblée. Une carte d'admission pourra être obtenue en transmettant cette demande accompagnée des pièces justificatives à l'adresse suivante : Newtech Interactive Service AG 3 chemin du pigeonnier de la Cèpière BP 53575 31035 Toulouse Cedex 1.

Ces formalités doivent être accomplies cinq jours au moins avant la réunion.

Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire ; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux assemblées, qu'ils soient actionnaires ou non.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la société selon les conditions fixées par la loi et les règlements. Ce formulaire doit parvenir à la société 3 jours au moins avant la date de l'assemblée pour être pris en compte.

Il est rappelé que conformément aux dispositions légales et réglementaires et aux statuts, un ou plusieurs actionnaires ont la faculté de requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour. Les demandes d'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour doivent être envoyées dans un délai de 10 jours à compter de la date de publication du présent avis.

Le présent avis de réunion vaut avis de convocation, sous réserve qu'aucune modification ne soit apportée à l'ordre du jour à la suite de demandes d'inscription de projets de résolutions présentées par les actionnaires.

Le Conseil d'Administration.

L'OPINION

**un hebdomadaire spécialisé
au servicedes professionnels**

Administrations, Collectivités locales

**Assurez
la publication de
vos marchés publics
dans
un journal habilité
de grande diffusion**

**Une rubrique
clairement
identifiée**

**La souplesse et
la réactivité
d'un support
quotidien**

Un service spécialisé

LA DÉPÊCHE
DU MIDI

Renseignements

**Tél : 05 62 11 37 37
Fax : 05 62 11 95 02**

**Le Journal de
vos Annonces Légales
sur 10 départements.**

**Votre département
bouge !!!**

**Suivez la vie
des sociétés
dans la Rubrique
Annonces Légales**

LA DÉPÊCHE
DU MIDI

**Constitution,
transfert de siège,**

augmentation de capital,

**changement
de dénomination sociale,**

d'organe de gestion,

cession de parts.

**Renouvellement ou
remplacement de gérant.**

Transformation de statut.

**Convocation à l'assemblée
générale annuelle**

**projet de scission,
fusion, absorption,
dissolution...**

**Cession de fonds
de commerce,
contrats
de location gérance...**

**Renseignements,
conseils, devis...
un service spécialisé**

**La Nouvelle
REPUBLIQUE
des Pyrénées**

LA DÉPÊCHE
DU MIDI

**Tél : 05 62 11 37 37
Fax : 05 62 11 95 02**

Journal habilité à publier
des Annonces Légales et judiciaires
sur le département.
Consulter les avis d'appels publics
à la concurrence sur :
www.ladepeche-legales.com
Tél : 05.62.11.37.37
Fax : 05.62.11.95.02
Mail service.legales@ladepeche.fr

Vie des sociétés

Modification

**VINCI ENERGIES EXPLOITATION
SUD-OUEST SAS**
**Société par actions simplifiée
au capital social de 127.500 €**
**Siège social: 24, avenue Marcel-Dassault,
31500 TOULOUSE
347 767 121 RCS TOULOUSE**

AVIS

Par décision de l'associé unique en date et à effet du **17 mai 2010**, Madame Corinne LANIE, CE, née le 12 juillet 1961, à BOULOGNE-BILLAN-COURT (92), demeurant 76, chemin du Moulin, 72190 NEUVILLE, a été nommée aux fonctions de président en remplacement de Monsieur Hervé ADAM, démissionnaire.

Pour avis, le président, signé.

Dissolution

SCP BERTRAND-BOYER
**Société d'avocats conseils
en Droits des sociétés**
**ALBI (Tarn) - Villa Rochegude
12, boulevard Carnot**

DISSOLUTION

SARL SOPIDEC
SARL au capital de 45.000 €
**Siège social: Chemin du Cros
PINS-JUSTARET (Haute-Garonne)**
RCS TOULOUSE 497 868 109
SIRET: 497 686 109 00016

AVIS DE DISSOLUTION

Aux termes des décisions en date du **12 mai 2010**, la société GRANIER DIFFUSION, société par actions simplifiée au capital de 37.148 €, ayant son siège social à LACAUNE-LES-BAINS (Tarn), route d'Albi, «Le Moulins», immatriculée au registre du commerce et des sociétés de CASTRES sous le n° 717 320 170 et identifiée au répertoire national des entreprises (SIRET) sous le n° 717 320 170 00045, a, en sa qualité d'associé l'unique de la société «SARL SOPIDEC» décidé la dissolution anticipée de ladite société.

Conformément aux dispositions de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code Civil et de l'article 8, alinéa 2 du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978, les créanciers de la société «SARL SOPIDEC» peuvent faire opposition à la dissolution dans un délai de 30 jours à compter de la publication du présent avis.

Ces oppositions doivent être présentées devant le tribunal de commerce de TOULOUSE.

Cette dissolution mettra fin aux fonctions de Mesdemoiselles Sabrina et Laura GRANIER, gérantes de la société «SARL SOPIDEC».

Pour avis.

Location Gérance

COMMUNE DE MELLES

LOCATION-GERANCE

La mairie de MELLES, 31440 MELLES, a donné en location-gérance à la SARL Auberge du Vrabère demeurant 31440 MELLES, représenté par ses garants Monsieur Régis COURGEY et Mademoiselle Peggy LACROIX en cours d'immatriculation, un fonds de commerce hôtel, restaurant, café exploité sous l'enseigne Auberge du Crabère, 31440 MELLES à compter du **1^{er} juin 2010 jusqu'au 31 décembre 2010** renouvelable par tacite reconduction.

Le maire: André RIGONI.

CONVOCATION

Caisse de Crédit mutuel de MURET-Pyrénées

Société coopérative de crédit à capital variable et à responsabilité statutairement limitée.

RCS TOULOUSE: 513 234 724.

Siège social: 1, avenue des Pyrénées, 31600 MURET.

ORIAS n°07 003 758 affiliée à la Caisse fédérale Crédit Mutuel Centre Est Europe.

Les sociétaires de la caisse sont convoqués à l'assemblée générale extraordinaire par la Fédération du Crédit Mutuel Midi-Atlantique **le jeudi 24 juin 2010, à 18 h 30**, au siège de la Caisse à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

- Constitution du bureau de l'assemblée.
- Modification des statuts.
- Election des nouveaux administrateurs.
- Pouvoirs aux fins de formalités.

Divers

FIDAL
17, rue Léon-Blum, 81100CASTRES

AVIS

SAS CAUQUIL
SAS au capital de 774.000 €
**Siège social: Chemin des Landes
31850 MONTDOUZIL**
RCS TOULOUSE 420.559.973

L'assemblée générale mixte du **28 mai 2010** de la société SAS LES LANDES, au capital de 400.000 €, ayant son siège social : Z.A. Des Landes – 31850 MONTDOUZIL, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE sous le numéro 478.308.323, a :
- approuvé le projet de fusion et ses annexes signé avec la société SAS CAUQUIL susnommée, aux termes cette dernière a transmis à la société SAS LES LANDES tout son patrimoine ;
- pris acte que, dès lors que la société SAS LES LANDES a toujours détenu, depuis la date du dépôt au greffe du projet de fusion, la totalité des actions représentant le capital de la société SAS CAUQUIL ;

a) conformément aux dispositions de l'article L 236-3 du Code de Commerce, il n'a pas été procédé à l'échange de titres de la société SAS CAUQUIL contre des actions de la société SAS LES LANDES en rémunération de cette fusion, et en conséquence il n'y a pas eu lieu à augmentation du capital de la société SAS LES LANDES,
b) conformément aux dispositions de l'article L 236-11 du Code de Commerce cette fusion n'avait pas à être soumise à l'approbation de l'assemblée de la société SAS CAUQUIL ;
- décidé que la fusion des sociétés SAS CAUQUIL et SAS LES LANDES était définitive, l'opération étant réalisée à l'issue de ladite assemblée, la société SAS CAUQUIL se trouvant dissoute de plein droit ce même jour, sans qu'il soit procédé à aucune opération de liquidation.

Pour avis.

AVIS

SOCAMAB ASSURANCES SA absorbée par la COMPAGNIE EUROPEENNE DE GARANTIES ET CAUTIONS, 128, rue la Boétie à PARIS 8^e, RCS PARIS 382 506 079, fait savoir que les garanties dont bénéficiait la SARL IMMO PREMIER sise 181, rue du Faubourg-Bonnefoy, 31500 TOULOUSE, RCS n° 443 313 234, accordées pour les opérations de transactions sur immeubles et fonds de commerce et de gestion immobilière, visées par la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 et ses textes subséquents, cesseront 3 jours francs après la publication du présent avis.

Les créances s'il en existe, devront être produites au siège de la SOCAMAB ASSURANCES SA absorbée par COMPAGNIE EUROPEENNE DE GARANTIES ET CAUTIONS dans les 3 mois de cette insertion.

**Consultez tous les
marchés publics
sur le site de :**

LADEPECHE.fr

**rubrique :
Annonces légales**

AVIS

SAS LES LANDES
SAS au capital de 400.000 €
**Siège social : ZA Des Landes
31850 MONTDOUZIL**
RCS TOULOUSE 478.308.323.

L'assemblée générale mixte du **28 mai 2010** a :
- approuvé le projet de fusion et ses annexes signé avec la société SAS CAUQUIL au capital de 774.000 €, dont le siège social est Chemin des Landes – 31850 MONTDOUZIL, R.C.S.TOU- LOUSE 420.559.973, la transmission universelle du patrimoine de la société SAS CAUQUIL, et l'évaluation de celui-ci, sans augmentation du capital de la société SAS LES LANDES conformément aux articles L236-3 et L236-11 du Code de Commerce ;
- décidé que la fusion et corrélativement la dissolution de la société SAS CAUQUIL étaient définitives, l'opération étant réalisée à l'issue de ladite assemblée, la société SAS CAUQUIL se trouvant dissoute de plein droit ce même jour, sans qu'il soit procédé à aucune opération de liquidation. ;
- nommé en qualité de nouveaux commissaires aux comptes pour une période de six exercices :

a) KPMG AUDIT SUD-OUEST SAS dont le siège social est Immeuble Le Palatin – 3, cours du Triangle – 92939 PARIS LA DEFENSE, en qualité de commissaire aux comptes titulaire,
b) KPMG AUDIT SUD-EST SAS dont le siège social est Immeuble Le Palatin – 3, Cours du Triangle – 92939 PARIS LA DEFENSE, en qualité de commissaire aux comptes suppléant, en remplacement respectivement de la société KPMG SA et de Monsieur GABRIEL Alain dont les mandats sont venus à expiration à l'issue de ladite assemblée ;
- modifié la dénomination sociale de la société qui sera désormais « SAS CAUQUIL » ;
- modifié l'objet social qui sera désormais « la mécanique de précision : tournage, fraisage sur tours à commandes numériques et centre d'usinage, en petite et moyenne dimension et le contrôle dimensionnel ».

Les articles 2 et 3 des statuts relatifs à la dénomination sociale et à l'objet social ont été modifiés en conséquence.

Mention sera faite au RCS de TOULOUSE.

Pour avis.

Procédure Collective

Redressement Judiciaire

TGI DE SAINT-GAUDENS

AVIS

Le 25 mai 2010, par jugement du Tribunal de grande instance de SAINT-GAUDENS, a été prononcé le redressement judiciaire de Monsieur Paul ABRAM, né le 16 décembre 1950 à TIARET (Algérie), auteur et correspondant de presse, demeurant 15, rue Nérée-Boubée, 3110 BAGNERES-DE-LUCHON.

Maître Marie-Madeleine AUDOUARD, demeurant place du Pilat, résidence du Pilat, 31800 SAINT-GAUDENS, a été nommée mandataire judiciaire.

Les créanciers sont avisés qu'ils doivent déclarer leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire dans le délai de 2 mois à compter de la publication au BODACC du jugement d'ouverture de la procédure de redressement judiciaire.

P. le greffier en chef signé.

Divers

TGI DE SAINT-GAUDENS

AVIS

N° rôle: 06/634

Le 25 mai 2010, par jugement du Tribunal de grande instance de SAINT-GAUDENS a été prononcé la clôture pour insuffisance d'actif dans l'affaire concernant Monsieur Luc DRESCHSEL, né le 4 octobre 1949 à ESTINNES-DU-VAL (Belgique), siège de l'exploitation, 31580 CAZARIL-TAMBOURES.

P. le greffier en chef, signé.

TGI DE SAINT-GAUDENS

AVIS

N° rôle: 08/00450

Le 25 mai 2010, par jugement du tribunal de grande instance de SAINT-GAUDENS a été prononcé la clôture pour insuffisance d'actif de Monsieur Daniel DE LA SILVA (professeur de danse de MONTREJEAU), né le 9 février 1974 à L'UNION (31420), chez Monsieur Angel DE LA SILVA, 3, rue du Vivier, 31270 CUGNAUX.

ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté en date du 14 avril 2010, le maire de MONTASTRUC-DE-SALIES a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le Plan Local d'Urbanisme.

A cet effet,

Monsieur Alain SALLES, ayant pour profession ingénieur chef honoraire, a été désigné par le président du Tribunal administratif comme commissaire enquêteur.

L'enquête se déroulera à la mairie, **du lundi 31 mai au 5 juillet 2010**, aux jours et heures habituels d'ouverture du secrétariat (**mercredi, de 10 heures à 12 h 30, et samedi, de 9 h 30 à 13 heures**).

Monsieur le commissaire enquêteur recevra en mairie, les: **lundi 31 mai 2010, de 14 heures à 17 heures; samedi 19 juin 2010, de 9 h 30 à 12 h 30; lundi 5 juillet 2010, de 14 heures à 17 heures.**

Pendant la durée de l'enquête, les observations sur le projet de Plan local d'urbanisme pourront être consignées sur le registre d'enquête déposé en mairie. Elles peuvent également être adressées par écrit au commissaire enquêteur, à la mairie de MONTASTRUC-DE-SALIES.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur pourront être consultés à la mairie à l'issue de l'enquête.

Le maire, Bernard RAMPON, signé.

COMMUNE DE MERVILLE

ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté du 3 juin 2010, le maire de MERVILLE a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur l'élaboration du Plan local d'urbanisme de la commune de MERVILLE.

A cet effet, Madame Christiane ACQUIER, retraitée, a été désignée par le président du Tribunal administratif comme commissaire enquêteur.

L'enquête se déroulera à la mairie du **21 juin au 31 juillet 2010** aux jours et heures habituels d'ouverture, de **9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures (sauf mardi et vendredi, de 9 heures à 12 heures)**.

Le commissaire enquêteur recevra en mairie les **lundi 21 juin, de 9 heures à 12 heures, jeudi 22 juillet, de 15 heures à 18 heures et le samedi 31 juillet, de 9 heures à 12 heures.**

Pendant la durée de l'enquête, les observations sur le projet de PLU pourront être consignées sur le registre d'enquête publique déposé en mairie.

Elles peuvent également être adressées par écrit au commissaire enquêteur à l'adresse du lieu où se déroule l'enquête publique. Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public dès qu'ils seront transmis en mairie.

F. BENTANAX, maire de MERVILLE.

**Grand
TOULOUSE**
communauté urbaine

AVIS AU PUBLIC

**Communauté urbaine du GRAND TOULOUSE.
Enquête publique relative à la 2^e modification du «Plan Local d'Urbanisme
du GRAND TOULOUSE, commune de QUINT-FONSEGRIVES»**

Monsieur le président du GRAND TOULOUSE informe qu'une enquête publique relative au projet de 2^e modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) du GRAND TOULOUSE, commune de QUINT-FONSEGRIVES, est ouverte **du mercredi 1^{er} juin 2010 au 1^{er} juillet 2010 inclus**. Ce projet de modification porte sur le point suivant: rectification de certaines dispositions réglementaires des zones 1AUa et 1AUB afin de valoriser et donner plus d'urbanité au secteur 1AU.

A cet effet, Madames PAGES, directrice d'école à la retraite, a été désignée par le président du tribunal administratif comme commissaire enquêteur.

Le dossier de projet de modification du PLU ainsi qu'un registre d'enquête sont mis à disposition du public à la mairie de QUINT-FONSEGRIVES (hôtel de ville) et au siège du GRAND TOULOUSE (6, rue René-Leduc à TOULOUSE, métro Marengo).

Chacun peut en prendre connaissance et consigner ses observations sur le registre:

- A la mairie de QUINT-FONSEGRIVES: **du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 heures et le samedi de 9 heures à 12 heures.**

- Au siège du GRAND TOULOUSE: **du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 heures** (Service des assemblées communautaires) ou sur rendez-vous au 05.81.91.72.18.

Madame le commissaire enquêteur recevra en mairie de QUINT-FONSEGRIVES: **vendredi 11 juin 2010, de 14 heures à 17 heures; mercredi 23 juin 2010, de 9 heures à 12 heures et jeudi 1^{er} juillet 2010, de 14 heures à 17 heures.**

Il est également possible d'adresser les observations par écrit à Madame le commissaire enquêteur 2^e modification du PLU, mairie de QUINT-FONSEGRIVES, hôtel de ville, 31300 QUINT-FONSEGRIVES.

A l'expiration du délai d'enquête, le commissaire enquêteur disposera d'un délai d'un mois pour transmettre à Monsieur le président du GRAND TOULOUSE son rapport d'enquête et ses conclusions motivées.

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera également transmise à Monsieur le maire de QUINT-FONSEGRIVES.

Ce rapport et ces conclusions seront tenus à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture au public du GRAND TOULOUSE et à la mairie de QUINT-FONSEGRIVES.

Toutes les annonces légales de votre département sur <http://al.forumeco.com>

Haute-Garonne

CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Me Sylvie PUECH LESTRUHAUT notaire à TOURNEFEUILLE, le 7 mai 2010, Monsieur Bernard, Roger, Emile CHAMOIX, retraité, et Madame Jeanne, Marie, Lucienne BLANDIN, retraitée, son épouse, demeurant ensemble à VILLENEUVE TOLOSANE (31270), 26 rue du Périgord. Nés savoir : - Monsieur à LYON (69003), le 22 avril 1944 - Madame à ANNECY LE VIEUX (74940), 6 Novembre 1942. Tous deux de nationalité Française. Mariés sous le régime légal de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à la mairie d'ANNECY LE VIEUX (74940), le 10 août 1963. Ont adopté, pour l'avenir, le régime de la communauté universelle prévu par l'article 1526 du Code Civil avec clause d'attribution intégrale de la communauté au conjoint survivant, conformément aux articles 1524 et 1525 du Code Civil.

Les oppositions pourront être faites dans un délai de trois mois et devront être notifiées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou d'acte d'huissier de justice à Me Sylvie PUECH LESTRUHAUT, notaire à TOURNEFEUILLE.

En cas d'opposition, les époux peuvent demander l'homologation du changement de régime matrimonial au tribunal de grande instance.

40590

AVIS ADMINISTRATIF

COMMUNE D'AUZEVILLE TOLOSANE

AVIS D'ENQUETE

Enquête publique de la 2^{ème} Modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Auzeville-Tolosane

Par arrêté du 30 avril 2010, le Maire de la Commune d'Auzeville-Tolosane a ordonné l'ouverture de l'enquête publique relative à la 2ème modification du PLAN LOCAL D'URBANISME de la Commune d'Auzeville-Tolosane.

A cet effet, Madame Michelle ROCHETEAU domiciliée 19 Rue Bayard à Toulouse (31000), a été désignée par le Président du Tribunal Administratif comme Commissaire Enquêteur.

L'enquête se déroulera à la Mairie, du 17 mai au 16 juin 2010 aux jours et heures habituels d'ouverture de la Mairie, les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis de 8h30 à 17h30 et le samedi de 10h à 12h.

Le Commissaire Enquêteur recevra en Mairie les jours suivants :

- Lundi 17 mai 2010 de 15h à 17h
- Mercredi 26 mai 2010 de 10h à 12h
- Mercredi 16 juin 2010 de 15h à 17h

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations sur le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme arrêté pourront être consignées sur le registre d'enquête déposé en Mairie. Elles peuvent également être adressées par écrit au :

- Commissaire Enquêteur à son domicile
ou - à la Mairie d'Auzeville-Tolosane, 8 Allée de la Durante, BP62503 Auzeville-Tolosane 31325 CASTANET-TOLOSAN CEDEX

Fait à Auzeville-Tolosane, le 30 avril 2010

Le Maire

40438 François-Régis VALETTE

Grand Toulouse communauté urbaine AVIS D'OUVERTURE D'ENQUETE PUBLIQUE

Liaison Multimodale Sud Est - Tronçon Université
Communes de Toulouse et de Ramonville

La Communauté Urbaine du Grand Toulouse communique :

Une enquête publique est ouverte dans les communes de Toulouse et Ramonville portant sur :

- L'intérêt général des travaux nécessaires à la réalisation du Tronçon Université de la Liaison Multimodale Sud Est en application des articles L.123-1 à L.123-16 du Code de l'Environnement.

L'enquête publique sera ouverte pour une durée de 31 jours consécutifs et se tiendra du :

Lundi 31 mai 2010 au mercredi 30 juin 2010 inclus.

Afin de conduire l'enquête publique, le Tribunal Administratif a désigné Monsieur Michel JONES en qualité de Commissaire Enquêteur.

Le dossier relatif à l'enquête publique du tronçon Université de la Liaison Multimodale ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés dans les lieux indiqués ci-dessous pendant toute la durée de l'enquête publique, afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur le registre spécialement ouvert à cet effet :

- A l'université Paul Sabatier à l'accueil Forum,
- Au siège de Tisséo-SMTC
- Au siège du Grand Toulouse
- A la Mairie Annexe de Saouzelong - Ranguel
- A la Mairie Annexe de l'Ormeau
- A la Mairie de Ramonville, service Urbanisme

Les observations pourront également être adressées par écrit, et pendant la même période, au Commissaire Enquêteur, en spécifiant bien l'objet de l'enquête, au siège du Grand Toulouse à l'adresse suivante :

Communauté Urbaine, Service Maîtrise d'ouvrage, 1 place de la Légion d'Honneur, BP 35821, 31505 Toulouse Cedex 5.

Le Commissaire Enquêteur recevra le public les :

- Lundi 31 mai de 9h00 à 12h00 en mairie annexe de Saouzelong - Ranguel - 97, avenue Albert Bedouce - 31400 Toulouse

- Mardi 8 juin de 14h00 à 17h00 à l'université Paul Sabatier (accueil Forum) - 118, route de Narbonne - 31062 Toulouse cedex 9

- Jeudi 17 juin 14h00 à 17h30 à la Mairie de Ramonville, Service Urbanisme - 20, rue des Frères Lumière - 31520 Ramonville

- Jeudi 24 juin de 14h00 à 17h00 à l'université Paul Sabatier (accueil Forum)

- Mercredi 30 juin de 14h00 à 17h00 en mairie annexe de Saouzelong - Ranguel

Le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur seront tenus à la disposition du public, pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, au siège du Grand Toulouse et en mairies de Toulouse et Ramonville.

A l'issue de l'enquête, le Conseil de Communauté du Grand Toulouse se prononcera par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de la LMSE Tronçon Université.

Ces documents pourront être également communiqués à toute personne physique ou morale qui en formulera la demande au Président de la Communauté Urbaine - Direction Travaux sur Infrastructures - Service Maîtrise d'Ouvrage - 1 place de la Légion d'Honneur BP 35821 - 31505 TOULOUSE cedex.

40585

annoncelalegal.gazm
@forumeco.com

Grand Toulouse communauté urbaine AVIS AU PUBLIC

COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND TOULOUSE

Enquête publique relative à la 4ème Modification du "Plan Local d'Urbanisme du Grand Toulouse, Commune de Balma"

Monsieur le Président du Grand Toulouse informe qu'une enquête publique relative au projet de quatrième Modification du "Plan Local d'Urbanisme (PLU) du Grand Toulouse, commune de Balma", sera ouverte du jeudi 03 Juin 2010 au vendredi 02 Juillet 2010 inclus.

Ce projet de modification porte notamment sur les points suivants :

- Extension du zonage Uba le long de l'axe de bus en site propre
- Conservation du caractère villageois du hameau des Anciens Paradoux
- Modification et mise à jour des emplacements réservés
- Mise à jour réglementaire

A cet effet, Monsieur Christian LASSERRE, retraité, a été désigné par le Président du Tribunal Administratif comme Commissaire Enquêteur.

Le dossier de projet de modification du PLU ainsi qu'un registre d'enquête seront mis à disposition du public à la mairie de Balma (Direction des Services Techniques et de l'Urbanisme (DSTU), 24 avenue des Arènes à BALMA et au siège du Grand Toulouse (6 rue René Leduc à TOULOUSE - métro Marengo). Chacun pourra en prendre connaissance et consigner ses observations sur le registre :

- à la Direction des Services Techniques et de l'Urbanisme de la Mairie de Balma : du lundi au vendredi de 08h30 à 12h00 et de 13h00 à 17h00,
- Au siège du Grand Toulouse : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00 ou sur rendez-vous au 05 81 91 72 18.

Monsieur le Commissaire Enquêteur recevra en Mairie de Balma, Direction de l'Urbanisme

- Jeudi 3 Juin 2010, de 16h00 à 19h00,

- Mardi 15 Juin 2010 de 8h30 à 11h30,

- Vendredi 2 Juillet 2010, de 14h00 à 17h00.

Il est également possible d'adresser les observations par écrit à Monsieur le Commissaire Enquêteur 4ème Modification du PLU - Mairie de Balma - Hôtel de Ville - 6 avenue François Mitterrand - BP 56, 31132 BALMA Cedex.

A l'expiration du délai d'enquête, le Commissaire Enquêteur disposera d'un délai d'un mois pour transmettre à Monsieur le Président du Grand Toulouse son rapport d'enquête et ses conclusions motivées. Une copie du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur sera également transmise à Monsieur le Maire de Balma.

Ce rapport et ces conclusions seront tenus à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture au public au Grand Toulouse et à la mairie de Balma

40594

COMMUNE DE PELLEPORT

Approbation du PLU

Par délibération en date du 6 mai 2010, le conseil municipal a décidé d'approuver l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme. Le dossier de PLU est tenu à la disposition du public à la mairie aux jours et heures d'ouvertures suivants : Lundi 08h30-12h30 et jeudi 14h-18h.

40598 Le Maire, Ange PARDO

Liberté - Égalité - Fraternité REPUBLIQUE FRANÇAISE PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES bureau de l'intercommunalité

Avis d'ouverture d'une enquête de commodo et incommodo

La préfecture de la Haute-Garonne communique :

Extension du cimetière situé dans la commune de LEGUEVIN

Une enquête est ouverte dans les formes prescrites par le code général des collectivités territoriales, en vue de l'extension du cimetière situé rue du Courbet dans la commune de LEGUEVIN. Cette enquête sera conduite par Monsieur François BOUDIN, désigné en qualité de commissaire enquêteur.

Le dossier relatif à cette enquête restera déposé à la mairie de LEGUEVIN pendant 15 jours entiers consécutifs, du lundi 31 mai 2010 au lundi 14 juin 2010. Pendant cette période, chacun pourra en prendre connaissance (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux de la mairie, et consigner ses observations sur le registre ouvert à cet effet

Pendant la même période, toutes observations ou réclamations pourront également être :

- Soit adressées par écrit au commissaire enquêteur, à la mairie de LEGUEVIN
- Soit présentées directement au commissaire enquêteur, qui se tiendra à la disposition du public en mairie de LEGUEVIN

Le lundi 31 mai 2010 de 9 heures

12 heures

Le lundi 14 juin 2010 de 14 heures 30 à 17 heures 30

Les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront communiquées à toute personne physique ou morale qui en présentera la demande au préfet, direction des relations avec les collectivités locale, bureau de l'intercommunalité

40439

Grand Toulouse communauté urbaine AVIS AU PUBLIC

COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND TOULOUSE

Enquête publique relative à la 2ème Modification du "Plan Local d'Urbanisme du Grand Toulouse, Commune de Quint-Fonsegrives"

Monsieur le Président du Grand Toulouse informe qu'une enquête publique relative au projet de deuxième Modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) du Grand Toulouse, commune de Quint-Fonsegrives, sera ouverte du mercredi 01 Juin 2010 au jeudi 01 Juillet 2010 inclus.

Ce projet de modification porte sur le point suivant :

- Rectification de certaines dispositions réglementaires des zones 1AUA et 1AUB afin de valoriser et donner plus d'urbanité au secteur 1AU.

A cet effet, Madame PAGES, directrice d'école à la retraite, a été désignée par le Président du Tribunal Administratif comme Commissaire Enquêteur.

Le dossier de projet de modification du PLU ainsi qu'un registre d'enquête seront mis à disposition du public à la Mairie de Quint-Fonsegrives (Hôtel de Ville) et au siège du Grand Toulouse (6 rue René Leduc à Toulouse - métro

Marengo).

Chacun pourra en prendre connaissance et consigner ses observations sur le registre :

- A la Mairie de Quint-Fonsegrives : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 et le samedi de 9h00 à 12h00.

- Au siège du Grand Toulouse : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00 (Service des Assemblées Communautaires) ou sur rendez-vous au 05 81 91 72 18

Madame le Commissaire Enquêteur recevra en Mairie de Quint-Fonsegrives :

- vendredi 11 Juin 2010, de 14h00 à 17h00,

- mercredi 23 juin 2010, de 9h00 à 12h00,

- jeudi 01 Juillet 2010, de 14h00 à 17h00.

Il sera également possible d'adresser les observations par écrit à Madame le Commissaire Enquêteur

2ème Modification du PLU - Mairie de Quint-Fonsegrives - Hôtel de Ville - 31130 Quint-Fonsegrives

A l'expiration du délai d'enquête, le Commissaire Enquêteur disposera d'un délai d'un mois pour transmettre à Monsieur le Président du Grand Toulouse son rapport d'enquête et ses conclusions motivées.

Une copie du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur sera également transmise à Monsieur le Maire de Quint-Fonsegrives.

Ce rapport et ces conclusions seront tenus à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture au public au Grand Toulouse et à la mairie de Quint-Fonsegrives.

40596

INSERTIONS :
DERNIER DELAI
VENDREDI AVANT 12 H

ForumEco

PRESSE ECONOMIQUE REGIONALE



ANNONCES LEGALES



APPELS D'OFFRES



ANNONCES JUDICIAIRES LEGALES

REPOUNDER A UN MARCHÉ PUBLIC

RECHERCHER UNE ANNONCE JUDICIAIRE LEGALE

RECHERCHER UN APPEL D'OFFRE

PUBLIER UNE ANNONCE JUDICIAIRE & LEGALE

PUBLIER UN APPEL D'OFFRES

FIL D'ACTUALITE

www.forumeco.com

PROFIL ACHETEUR

ALERTE ANNONCE

CONTACTEZ VOTRE SERVICE CLIENT :
mail : relationclient.gazm@forumeco.com
Tél. 05 34 41 34 00 - Fax 05 61 62 40 18 - www.forumeco.com

ENQUETE PUBLIQUE

Relative à la 2^e modification du Plan local d'urbanisme du GRAND-TOULOUSE commune de QUINT-FONSEGRIVES

Monsieur le Président du GRAND-TOULOUSE informe qu'une enquête publique relative au projet de deuxième modification du Plan local d'urbanisme (PLU) du GRAND-TOULOUSE, commune de QUINT-FONSEGRIVES, sera ouverte du **mercredi 1^{er} juin 2010 au jeudi 1^{er} juillet 2010 inclus**.

Ce projet de modification porte sur le point suivant : Rectification de certaines dispositions réglementaires des zones 1AUa et 1AUB afin de valoriser et donner plus d'urbanité au secteur 1AU.

A cet effet, Madame PAGES, directrice d'école à la retraite, a été désignée par le président du Tribunal administratif comme commissaire enquêteur.

Le dossier de projet de modification du PLU, ainsi qu'un registre d'enquête seront mis à disposition du public à la mairie de QUINT-FONSEGRIVES (hôtel de ville) et au siège du GRAND-TOULOUSE, 6, rue René-Leduc à TOULOUSE, métro Marengo. Chacun pourra en prendre connaissance et consigner ses observations sur le registre : à la mairie de QUINT-FONSEGRIVES, du **lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, et le samedi, de 9 heures à 12 heures**; au siège du GRAND-TOULOUSE, du **lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 heures**, service des Assemblées communautaires ou sur rendez-vous au 05.81.91.72.18.

Madame le commissaire enquêteur recevra en mairie de QUINT-FONSEGRIVES les **vendredi 11 juin 2010, de 14 heures à 17 heures; mercredi 23 juin 2010, de 9 heures à 12 heures; jeudi 1^{er} juillet 2010, de 14 heures à 17 heures**.

Il sera également possible d'adresser les observations par écrit à Madame le commissaire enquêteur, 2^e modification du PLU, mairie de QUINT-FONSEGRIVES, hôtel de ville, 31130 QUINT-FONSEGRIVES.

À l'expiration du délai d'enquête, le commissaire enquêteur disposera d'un délai d'un mois pour transmettre à Monsieur le Président du GRAND-TOULOUSE son rapport d'enquête et ses conclusions motivées. Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera également transmise à Monsieur le Maire de QUINT-FONSEGRIVES. Ce rapport et ces conclusions seront tenus à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture au public au GRAND-TOULOUSE et à la mairie de QUINT-FONSEGRIVES.

Marchés publics

Marchés à procédure formalisée

AVIS DE MARCHÉ - SECTEURS SPECIAUX

Services

SECTION I : Entité adjudicatrice

1) Nom, adresses et point(s) de contact: SMAT, agissant au nom et pour le compte du SMTC (Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération toulousaine), 1, place Esquirol, BP 10416. A l'attention du service Commande publique, 31004 TOULOUSE CEDEX 6; E-mail : commande-publique@smat-toulouse.fr Tél. 05.61.14.48.50, fax 05.61.14.48.51. Adresse(s) internet : <http://www.tisseo.fr>

Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues : Point de contact susmentionné.

Adresse auprès de laquelle le cahier des charges et les documents complémentaires peuvent être obtenus : Point de contact susmentionné.

Adresse à laquelle les offres doivent être envoyées : Point de contact susmentionné.

2) Activité(s) principale(s) de l'entité adjudicatrice: Service de chemin de fer urbains, de tramway ou d'autobus.

SECTION II : Objet du marché

1) Description

1.1) Intitulé attribué au marché par l'entité adjudicatrice : Levés topographiques, enquête parcellaire, polygonale de chantier et contrôle extérieur topographique dans le cadre de la réalisation de la Ligne Envol.

1.2) Type de marché et lieu d'exécution: Services.

Catégorie de service : n°12.

Lieu principal de prestation : Communes de TOULOUSE et BLAGNAC.

Code NUTS: FR623.

1.3) L'avis implique: La conclusion d'un accord-cadre.

1.4) Informations concernant l'accord-cadre: Accord-cadre avec un seul opérateur.

Durée de l'accord-cadre: 48 mois.

Valeur estimée des achats pour l'ensemble de la durée de l'accord-cadre : Fourchette : entre 75.000 et 300.000 €.

1.5) Brève description du marché: Dans le cadre de la réalisation de la ligne Envol d'environ 2,5 km, assurant depuis la ligne E la desserte de l'aéroport, les prestations consistent en: une campagne de levés topographiques relatifs au tracé de la ligne Envol sur la commune de TOULOUSE et de BLAGNAC; l'établissement du dossier d'enquête parcellaire (plans et état parcellaires) destiné à être soumis à l'enquête publique préalable à la déclaration de cessibilité, conformément aux dispositions du Code de l'Expropriation; l'établissement des plans de bornage et documents d'arpentage nécessaires pour finaliser les acquisitions foncières afférentes au projet; l'établissement de la polygonale de chantier sur tout le tracé de la ligne Envol; le contrôle extérieur topographique en phase études et travaux.

1.6) Classification CPV: 71351810, 71353000.

1.7) Marché couvert par l'Accord sur les Marchés publics (AMP): Oui.

II.1.8) Division en lots : Non.

1.9) Des variantes seront prises en considération: Non.

II.2) Quantité ou étendue du marché

2.1) Quantité: Pour information, les quantités estimées au présent DCE sont: polygonale en ligne : 2,5 km; levés topographiques de corps de rues : 20 ha; opérations foncières : 20 u.

Il s'agit d'un marché à bon de commande. Les montants minimum et maximum sont respectivement estimés à 75.000 € (HT) et 300.000 € (HT).

2.2) Options: Non.

3) Durée du marché: 48 mois (à compter de la date d'attribution du marché).

SECTION III : Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

III.1) Conditions relatives au contrat

1.1) Principales conditions financières et dispositions en matière de paiement: Paiement par virement à 35 jours sur la base d'acomptes et avance dans les conditions des articles 87 à 88 du Code des Marchés publics.

Cette opération est financée par le SMTC dans le cadre du PDU, principalement par l'emprunt.

1.2) Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : Le marché sera conclu avec un entrepreneur unique ou un groupement d'entrepreneurs solidaires.

1.3) L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières : Non.

2) Conditions de participation

2.1) Situation personnelle des opérateurs économiques, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession: Le candidat devra fournir : la lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants (le formulaire DC4 peut être utilisé) signé par le candidat ou, le cas échéant, par le groupement. Les pouvoirs de la personne habilitée pour

sentier les entreprises au stade de la passation de marché. Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet et apporter la preuve que l'autorisation de poursuivre son activité couvre la période correspondante à la durée du présent marché. Les attestations et déclarations sur l'honneur que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner, au sens de l'article 43 du Code des Marchés publics ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France. Une déclaration sur l'honneur du candidat dûment signée et datée pour justifier qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Une attestation sur l'honneur que le candidat n'a pas fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin numéro 2 du casier judiciaire, pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8231-1, L.8241-1 et L.8251-1 du Code du Travail ou de toute autre condamnation pour des infractions similaires, ou règle d'effet équivalent pour les candidats non établis en France.

Ces trois dernières attestations et déclarations pourront être présentées via le formulaire DC5.

2.2) Capacité économique et financière : Chiffre d'affaires des 3 dernières années.

2.3) Capacité technique: Le candidat devra fournir: une note indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années. Cette note indiquera également les titres d'études et professionnels (éventuellement au moyen de curriculum vitae) des responsables de prestations de services de même nature que celle du marché.

Les références récentes du candidat des 3 dernières années en matière de prestations similaires en nature et en importance : ces références devront préciser le Maître d'ouvrage public ou privé et le montant de l'opération ainsi que l'étendue des travaux.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs sous-traitants, le candidat produit les mêmes documents concernant le sous-traitant que ceux exigés pour lui. Le candidat produira, en outre, soit le contrat de sous-traitance, soit un engagement écrit du ou des sous-traitants.

La preuve de la capacité peut être apportée par tout moyen.

2.4) Marchés réservés : Non.

3) Conditions propres aux marchés de services

3.1) La prestation est réservée à une profession particulière: Oui.

Loi n° 46-942 du 7 mai 1946 modifiée instituant l'Ordre des géomètres experts.

3.2) Les personnes morales sont tenues d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de la prestation: Oui.

SECTION IV : Procédure

1) Type de procédure: Ouverte.

2) Critères d'attribution: Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous: prix, pondération 80%; valeur technique de l'offre, pondération 20%.

3) Renseignements d'ordre administratif

3.1) Numéro de référence attribué au dossier par l'entité adjudicatrice : P 2010 8433 M.

3.2) Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires: Documents payants : non.

3.4) Date limite de réception des offres: 21 juin 2010, avant 12 heures.

3.5) Langue pouvant être utilisée dans l'offre: Français.

3.6) Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre: 180 jours (à compter de la date limite de réception des offres).

3.7) Modalités d'ouverture des offres:

Personnes autorisées à assister à l'ouverture des offres: Non.

SECTION VI : Renseignements complémentaires

1) Il s'agit d'un marché à caractère périodique: Non.

2) Marché s'inscrivant dans un projet et/ou programme financé par des fonds communautaires: Non.

3) Autres informations: Les offres doivent parvenir, soit par voie postale en recommandé avec accusé de réception/soit par coursier contre récépissé, à l'adresse indiquée ci-dessus avec les mentions suivantes: «Levés topographiques, enquête parcellaire, polygonale de chantier et contrôle extérieur topographique - ligne Envol - Ne pas ouvrir».

Les offres dématérialisées sont admises à l'adresse suivante : www.tisseo.fr espace marchés publics

Le mode choisi par le maître d'ouvrage pour la transmission du dossier de consultation est la voie électronique. Par conséquent, le dossier de consultation est disponible par téléchargement à l'adresse suivante: www.tisseo.fr espace marchés publics

La séance d'ouverture n'est pas publique.

Date d'envoi du présent avis au «JOUE» et au «BOAMP» : 11 mai 2010.

4) Procédures de recours

4.1) Instance chargée des procédures de recours: TRIBUNAL ADMINISTRATIF, 68, rue Raymond-IV, BP 700, 31068 TOULOUSE CEDEX 07; E-mail : greffe.ta-toulouse@juradm.fr Tél. 05.62.73.57-57, fax 05.62.73.57-40.

4.2) Introduction des recours:

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : Toute décision pourra faire l'objet d'un recours, conformément aux dispositions de l'article L.551-5 du Code de la Justice administrative, avant la conclusion du contrat (référé précontractuel pouvant être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat). Conformément aux dispositions de l'article L.551-13 du Code de la Justice administrative, après la conclusion du contrat.

Conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du Code de la Justice administrative dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision d'attribution ou de rejet.

5) Date d'envoi du présent avis : 11 mai 2010.



AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

Marché de services d'architecture; services d'ingénierie et services intégrés d'ingénierie; services d'aménagement urbain et d'architecture paysagère; services connexes de consultations scientifiques et techniques; services d'essais et d'analyses techniques

Identification de l'organisme qui passe le marché: Organisme de droit public.

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : OPH 31, Monsieur le directeur général, 75, rue Saint-Jean, BP 63102, 31131 BALMA CEDEX, tél : 05.62.73.56.00, fax : 05.61.99.32.99; Email : cellule-marches@oph31.fr ; URL Profil acheteur : <http://agyssoft.marcoweb.fr>

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Principale(s) activité(s) du pouvoir adjudicateur : Logement et développement collectif.

L'avis implique: Un marché public.

Caractéristiques principales: La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'Accord sur les Marchés publics de l'OMC.

Description succincte du marché: Maîtrise d'œuvre des réhabilitations des résidences Bel-Air 1 et 2 à AUTERIVE, CARBONNE «Lamartine» et TOURNEFEUILLES, les résidence «Les Saules».

Lieu d'exécution ou de livraison: AUTERIVE, CARBONNE ET TOURNEFEUILLE

Classification CPV : Objet principal : 71200000.

Code NUTS : FR62.

Variantes : Pas de variante.

Quantité ou étendue globale : Marché ordinaire séparé.

Description des options : Des avenants ou décisions de poursuivre et des marchés complémentaires pourront être conclus au cours de l'exécution du contrat.

Durée du marché ou délai d'exécution : 24 mois.

Conditions relatives au marché:

Cautionnement et garanties exigés : Garantie à première demande couvrant 100% du montant de l'avance.

Modalités de financement : Articles 86 à 111 du Code des Marchés publics français. Caractéristiques des prix : prix global forfaitaire. Modalités de variation des prix : révision mensuelle. Une avance de 5% sera accordée dans les conditions prévues au contrat. Modalité de règlement des comptes : selon les modalités du CCAg-Pl. Le délai global de paiement est de 35 jours. Modalités de financements : fonds propres, emprunts, subventions.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois : en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ; en qualité de membres de plusieurs groupements.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : Français.

Autres conditions : Les marchés débiteront à compter de la notification du contrat.

Conditions de participation:

Forme juridique : Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ; déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 du CMP ; renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 5212-1 à 4 du Code du Travail ; autorisation spécifique ou preuve de l'appartenance à une organisation spécifique permettant de fournir le service dans le pays d'origine du candidat.

Capacité économique et financière : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ; bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ; déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

Capacité technique : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels de chaque structure de l'équipe candidate et l'importance du personnel d'encadrement de chaque structure pour chacune des trois dernières années. Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, par défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Liste des références (pour le mandataire du groupement et le BET): sélection de 3 références significatives datant de moins de 5 ans dont 2 références dans le domaine de la réhabilitation en logement collectif en site occupé. Présentation du dossier sous forme de fiches par référence (format A3 maximum). Celles-ci préciseront au minimum : nom du maître d'ouvrage, nombre de bâtiments, nombre de logements, consistance des travaux selon les catégories suivantes : extérieurs, intérieurs, parties communes, montant des travaux par corps d'état et montant des travaux par logement. Illustration par des photographies, des dessins et caractéristiques, issus de projets effectivement réalisés ou lauréats de concours à minima. Ces références seront prouvées par une déclaration obligatoire du maître d'ouvrage. Pour le prestataire OPC : sélection de 2 références significatives datant de moins de 5 ans en matière de réhabilitation de logements collectifs en site occupé sur des projets réalisés. Présentation suivante : fiche format A3 maximum par référence présentant : nom du maître d'ouvrage, réhabilitation menée et mode opératoire mis en œuvre pour assurer la réhabilitation. Ces références seront prouvées par une déclaration obligatoire du maître d'ouvrage.

Critères d'attribution: Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération: 40%, méthodologie d'intervention détaillée en site occupé et notamment sur la capacité à maîtriser un budget, à maîtriser un chantier, à communiquer et à respecter un calendrier en site occupé; 30%, prix de la mission de maîtrise d'œuvre; 20%, moyens pour décliner les objectifs fixés dans le programme, notamment quant aux performances énergétiques, l'accessibilité des logements des RDC, l'aménagement des nouveaux équipements, l'organisation du travail et déroulement de son action; 10%, dispositions de principe sur la qualité architecturale et environnementale du projet.

Enchère électronique : Aucune enchère électronique ne sera effectuée.

Procédures:

Mode de passation : Procédure ouverte.

Aucune publication antérieure concernant le même marché.

Conditions de délai:

Date limite de réception des offres ou des demandes de participation : 24 juin 2010, à 17 heures.

Délai minimum de validité des offres : 120 jours.

Autres renseignements:

Référence du marché : 10SCR007.

Renseignements complémentaires : Les candidats doivent utiliser les formulaires DC4 (lettre de candidature) et DC5 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.minefe.gouv.fr. Durée prévisionnelle de début des prestations : **octobre 2010**. Les offres peuvent être transmises par lettre recommandée avec accusé de réception ou déposées contre récépissé. Dématérialisation des procédures : L'organisme acheteur préconise la transmission des plis par voie papier. Il accepte cependant les plis adressés par d'autres moyens permettant d'en garantir la confidentialité et la date de réception. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : word excel pdf rtf. Le niveau minimum de signature électronique exigé des candidats est le niveau II (équivalent classe 3) de la PRIS V1 (Politique de Référencement Intersectoriel de Sécurité). Le certificat de signature utilisé doit être référencé sur la liste disponible à l'adresse suivante : <http://www.entreprises.minefe.gouv.fr/certificats/>. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Informations complémentaires: Le présent marché n'a pas un caractère périodique.

Ce marché ne s'inscrit pas dans un projet/programme financé par les fonds communautaires.

La prestation n'est pas réservée à une profession particulière.

Les personnes morales ne sont pas tenues d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de la prestation.

Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires : Documents non payants.

Marché divisé en lots.

Possibilité de présenter une offre pour plusieurs lots.

- LOT N° 1 - AUTERIVE. Description : adresses : résidence Bel-Air sis : 1, rue Allende et 2, 4, 6, 8 et 10, rue Roques (36 logements); résidence Bel-Air sis : 3, 5 et 7, rue Allende (18 logements). Classification CPV : 71200000.

- LOT N° 2 - CARBONNE/TOURNEFEUILLE. Description : résidence Lamartine sis : rue Lamartine, à CARBONNE (21 logements); résidence Les Saules : 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7, rue des Saules, à TOURNEFEUILLE (40 logements). Classification CPV : 71200000.

Date d'envoi du présent avis à la publication: 11 mai 2010.

Adresses complémentaires:

Adresse à laquelle les documents peuvent être obtenus: Monsieur le directeur général, OPH 31, 75, rue Saint-Jean, BP 63102, 31131 BALMA CEDEX, tél : 05.62.73.56.00, fax : 05.61.99.32.99; Email : cellule-marches@oph31.fr ; URL : <http://agyssoft.marcoweb.fr>

Adresse à laquelle les offres/candidatures/demandes peuvent être envoyées: OPH 31, Cellule commande publique, 75, rue Saint-Jean, BP 63102, 31131 BALMA CEDEX; URL : <http://agyssoft.marcoweb.fr>

Adresse à laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus: Madame SABATHIER, ROCHON et SZCZEPANIAK, OPH 31, Cellule commande publique, 75, rue Saint-Jean, BP 63102, 31131 BALMA CEDEX; Email : cellule-marches@oph31.fr

Instance chargée des procédures de recours: Tribunal administratif de TOULOUSE, 68, rue Raymond-IV, 31000 TOULOUSE.

Précisions concernant les délais d'introduction des recours: Articles R 421-1 à R 421-7 du Code de Justice administrative (2 mois à compter de la notification ou publication de la décision de rejet de l'organisme). Articles L 551-1 et R 551-1 du Code de Justice administrative pour le référé précontractuel. Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés (deux mois à compter de la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique).